

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38040 Grenoble

Grenoble,

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/06/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

NCV PRODUCTION

14 rue Joseph Jacquard
ZI des Vallons
38110 La Tour-Du-Pin

Références : 2025-TN1Is019
Code AIOT : 0010400069

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/06/2025 dans l'établissement NCV PRODUCTION implanté 14 rue Joseph Jacquard ZI des Vallons 38110 Cessieu. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le plan pluriannuel de contrôle des installations classées pour la protection de l'environnement. Elle visait à : suivre l'avancement des suites de la dernière inspection de 2024, faire un point sur les moyens de défense et de rétention incendie du site, faire un point sur les prélèvements en eau du site et vérifier le respect des mesures à prendre en cas de sécheresse.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NCV PRODUCTION
- 14 rue Joseph Jacquard ZI des Vallons 38110 Cessieu
- Code AIOT : 0010400069

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société NCV Production (Groupe Porcher Industries) exploite le site de Cessieu pour la fabrication de tissus techniques à base de fibre de verre et de fibres synthétiques notamment pour l'automobile (airbags) et pour les domaines sportifs (voiles de parapentes, parachutes...). L'activité de NCV Production est répartie sur deux établissements à Cessieu, tous deux classés ICPE, l'un spécialisé dans le tissage et la teinture, l'autre spécialisé dans l'enduction des textiles. Le présent rapport porte uniquement sur le site de tissage et teinture.

Le site emploie 120 personnes et fonctionne en 3x8h, du dimanche 17h au samedi 17h.

En 2025, l'exploitant estime que l'activité du site est à environ 50% de sa capacité de production.

L'activité de ce site relève du régime de l'autorisation et est encadrée par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 99-3697 du 25 mai 1999 et les arrêtés préfectoraux complémentaires n°2010-07771 du 24 septembre 2010 (RSDE) et n°2013232-0021 du 20 août 2013 (situation administrative et rejets aqueux).

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;

- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Schéma des réseaux	Arrêté Préfectoral du 25/05/1999, article 2.4.3.2 et Arrêté ministériel du 2 février 1998, article 4	Demande d'action corrective	2 mois
3	Contrôle de l'état des réseaux d'effluents aqueux	AP de Mise en Demeure du 26/06/2024, article 1	Demande d'action corrective	2 mois
4	Point de prélèvement aménagé	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	6 mois
5	Respect des périodicités minimales de surveillance et des VLE RSDE	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, articles 32, 33 et 34	Demande d'action corrective	3 mois
6	Déclaration des résultats PFAS dans	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	GIDAF			
7	État des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49 et arrêté ministériel du 11/04/2017, article 1.4	Demande d'action corrective	3 mois
8	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté préfectoral du 25 mai 1999, article 1.3 , Arrêté Ministériel du 04/04/2010, article 68	Demande d'action corrective	3 mois
9	Rétention des eaux incendies	Arrêté préfectoral du 25 mai 1999, article 1.3 , Arrêté Préfectoral du 25/05/1999, article 2.4.7.1 et 2.4.7.2.1	Demande d'action corrective	3 mois
10	Sécheresse	Arrêté Préfectoral du 04/07/2023, article 10	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Point sur la situation administrative	Arrêté Préfectoral du 20/08/2013, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site a des non-conformités persistantes en ce qui concerne : l'absence de plan des réseaux, l'absence de point de prélèvement aménagé sur le rejet des eaux industrielles et le positionnement du site quant aux rejets de substances RSDE. L'exploitant doit également compléter son état des stocks et mettre en place un plan des stocks, ainsi qu'actualiser les informations sur ses moyens de défenses et de rétention incendie (D9 et D9A). Le Plan de Sobriété Hydrique du site ne correspond pas aux attentes pour prétendre à une exemption des mesures de restriction en cas de sécheresse.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Point sur la situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/08/2013, article 1			
Thème(s) : Situation administrative, Tableau de rubriques			
Prescription contrôlée :			
<p>ARTICLE 1er – la liste des installations relevant d'une rubrique de la nomenclature des installations classées mentionnée à l'article 1.1 de l'arrêté préfectoral n°99-3697 du 25 mai 1999 est remplacée par le présent tableau des activités.</p>			
Nomenclature ICPE Rubriques concernées	Nature de l'activité	Volume de l'activité	Régime
2311-1	Traitement de fibres textiles ou synthétiques par lavage	6 t/j	A
2330-1	Enduction et teinture de matières textiles	Enduction : 8t/j Teinture:1t/j	A
1510	Stockage de matières combustibles	820 t 115 000 m ³	E
2321	Atelier de fabricant de tissus	1005 kW	D
2910-A	Installation de combustion	10,6 MW	DC
1433 -A	Emploi de liquides inflammables	2 t	NC
1185 - 2a	Emploi dans des équipements frigorifiques ou climatiques de capacité unitaire supérieure à 2 kg de gaz à effet de serre fluorés visés par le règlement (CE) n°842/2006	5 kg	NC
2925	Atelier de charge d'accumulateurs	30 kW	NC
<p>Constats :</p> <p>L'activité du site n'a pas évolué depuis l'entrée en vigueur de l'arrêté préfectoral du site du 20 août 2013.</p> <p>L'exploitant déclare n'utiliser aucun solvant sur le site et n'être donc pas soumis à la rubrique 1978. L'enduction est réalisée au silicone pour la partie airbag, et sinon seule des acides et des bases sont utilisés.</p> <p>Le stockage est réalisé dans 2 bâtiments à chaque extrémité du site, qui ont des murs coupe-feu</p>			

2h. Il y a une partie dédiée à l'expédition, avec les produits finis, et une partie réception avec les stocks de matières premières, comme le fil. Les deux bâtiments sont entièrement sprinklés. Le volume de classement correspond au volume des bâtiments.

Quatre chaudières sont classées au titre de la rubrique 2910 :

- 2 chaudières dédiées au chauffage qui ne fonctionnent qu'en hiver, elles ont chacune une puissance de 1860kW ;
- 1 chaudière de secours FASEL, pour la production de vapeur, d'une puissance de 2963kW
- 1 chaudière principale ALSTOM d'une puissance de 2963kW qui fonctionne toute l'année.

Soit une puissance totale de 9646 kW.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Schéma des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/05/1999, article 2.4.3.2 et Arrêté ministériel du 2 février 1998, article 4

Thème(s) : Risques chroniques, Schéma des réseaux

Prescription contrôlée :

2.4.3.2. - Un plan des réseaux de collecte des effluents faisant apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques... doit être établi, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et daté. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Arrêté ministériel du 2 février 1998 - Article 4 :

(...)

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

III.-Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif équivalent permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ;
- les secteurs collectés et les réseaux associés ;
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ;
- les ouvrages d'épuration interne, les points de surveillance et les points de rejet de toute nature.

(...)

Constats :

Le plan des réseaux présenté à l'inspection est le même que celui de l'année dernière. Il n'a pas de légende, pas de couleur, et n'est pas compréhensible en l'état.

Il doit être repris par l'exploitant conformément à l'article 2.4.3.2 de l'arrêté préfectoral du 25/05/1999.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Le plan devra être mis à jour, conformément à l'article 2.4.3.2. de l'arrêté du 25/05/1999. Il devra notamment être daté, et comporter une légende.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Contrôle de l'état des réseaux d'effluents aqueux

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 26/06/2024, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle de l'état des réseaux d'effluents aqueux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 1 :</p> <p>La société NCVF qui exploite des installations de fabrication et de teinture de tissus techniques à base de fibre de verre et de fibre synthétique sur son site de Cessieu, 14 avenue Joseph Marie Jacquard, est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes de l'AP du 25 mai 1999 dans les délais comptés à partir de la notification du présent arrêté et indiqués entre parenthèses.</p> <p>Article 2.4.7.4 relatif au contrôle des réseaux d'effluents aqueux (6mois)</p> <p>Article 2.4.7.4 de l'AP du 25 mai 1999 :</p> <p>2.4.7.4 - Les canalisations de transport de fluides dangereux ou insalubres à l'intérieur de l'établissement seront maintenues parfaitement étanches. Les matériaux utilisés pour leur réalisation devront permettre une bonne conservation de ces ouvrages dans le temps. Lorsque cette condition ne peut être satisfaite en raison des caractéristiques des produits à transporter, leur bon état de conservation devra pouvoir être contrôlé extérieurement ou par tout autre moyen approprié. Des contrôles de fréquence suffisante donneront lieu à compte rendu et seront conservés à la disposition de l'inspecteur des installations classées durant un an. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection du 28 mars 2023 a montré que l'exploitant ne contrôlait pas ses réseaux enterrés d'effluents aqueux. Il avait été demandé que l'exploitant intègre le contrôle de ses réseaux à son système de maintenance en définissant une fréquence de contrôle adaptée.</p> <p>En 2024 l'exploitant n'avait toujours pas prévu de contrôler l'état de ses réseaux enterrés d'effluents aqueux. Ce point avait fait l'objet d'une mise en demeure.</p> <p>L'exploitant a prévu que la société SARP vienne réaliser l'inspection des réseaux enterrés lors de l'arrêt technique des semaines 32 et 33 en août 2025, plus précisément les 7, 8, 11, 12 et 13 août. La prise de rendez-vous a été retardée car il est nécessaire que ce site soit à l'arrêt pour réaliser cette inspection, pour que les réseaux soient vides. Cette condition et les disponibilités du prestataire ont donc repoussé la date d'inspection à août 2025.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet les résultats de ce contrôle à l'inspection. À défaut, l'inspection informera le</p>

procureur de la République du non-respect de la mise en demeure et proposera à la préfète de l'Isère des sanctions administratives prévues au II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Il prend les mesures nécessaires si des fuites sont constatées dans ses réseaux.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Point de prélèvement aménagé

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50

Thème(s) : Risques chroniques, Point de prélèvement aménagé

Prescription contrôlée :

Article 50 - Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...).

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Constats :

Les eaux industrielles passent par un dégrilleur avant de se rejeter dans la STEP du site. Le dégrilleur est régulièrement nettoyé, et les résidus sont récoltés dans un fût en contrebas. Lors de l'inspection de 2024 il avait été constaté que ce fût, qui contient également de l'eau de process industriel, pouvait potentiellement se renverser (fût maintenu ouvert sous le dégrilleur). Il était vidé chaque semaine par un technicien de maintenance dans la canalisation des eaux industrielles, sans que ces eaux ne repassent par la STEP.

L'exploitant a depuis mis une bâche rigide descendant du dégrilleur et entourant le fût pour palier à tout risque de déversement. Les eaux du fût sont ensuite vidées dans un réseau qui repart à la STEP du site. La bâche a été vue sur le terrain, elle permet de maintenir le fût et d'éviter tout déversement à l'extérieur de celui-ci. Un niveau est matérialisé sur le fût pour indiquer quand celui-ci doit être vidé.

En 2024 il a été constaté que le point de prélèvement des eaux industrielles, directement dans le bassin de la step, était non conforme car il ne permettait pas la réalisation de mesures asservies au débit. À ce jour, l'exploitant n'a toujours pas modifié son point de prélèvement et les prélèvements de SAVOIE LABO sont toujours réalisés directement dans le bassin.

L'exploitant doit avoir un point de prélèvement sur ses rejets d'eaux industrielles qui permet de réaliser des mesures asservies au débit. Considérant que l'exploitant n'a pas avancé sur ce point depuis la dernière inspection, une mise en demeure est proposée à Mme la préfète sur ce point.

<p>En 2024 il a été constaté que les eaux rejetées vers la STEP de la-Tour-du-Pin sont colorées sans que l'exploitant ne sache si cela pose problème à la STEP de la-Tour-du-Pin pour le traitement des eaux. L'exploitant doit consulter la STEP afin de s'assurer que la coloration de ses eaux ne pose pas de problème.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant aménage un point de prélèvement sur son rejet d'eaux industrielles permettant de réaliser des mesures asservies au débit. Une mise en demeure est proposée à Mme la Préfète sur ce point.</p> <p>Il s'assure auprès de la STEP de la-Tour-du-Pin que la coloration de ses eaux ne pose pas de problème pour leur traitement.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 5 : Respect des périodicités minimales de surveillance et des VLE RSDE

<p>Référence réglementaire : et Arrêté Ministériel du 02/02/1998, articles 32, 33 et 34</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Respect des périodicités minimales de surveillance et des VLE RSDE</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>> Arrêté ministériel du 02/02/1998</p> <p>Article 32</p> <p>Sans préjudice des dispositions de l'article 22 et des dispositions particulières à certaines activités prévues par l'article 33 ci-après, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent par ailleurs les valeurs limites de concentration suivantes, selon le flux journalier maximal autorisé. (...)</p> <p>Article 33</p> <p>Nonobstant les dispositions de l'article 22, pour certaines activités, les dispositions de l'article 32 sont modifiées conformément aux dispositions présentées ci-après. (...)</p> <p>Article 34</p> <p>Le raccordement à une station d'épuration collective, urbaine ou industrielle, n'est envisageable que dans le cas où l'infrastructure collective d'assainissement (réseau et station d'épuration) est apte à acheminer et traiter l'effluent industriel dans de bonnes conditions. (...)</p> <p>En revanche, lorsqu'une installation est raccordée à une station d'épuration urbaine, les valeurs limites d'émissions en sortie d'installation des polluants autres que les macropolluants mentionnés ci-dessus sont les mêmes que celles pour un rejet dans le milieu naturel. (...)</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection de 2024 il avait été demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection le tableau d'analyse des composants de l'ensemble de ses produits, avec ses conclusions, afin de conclure sur l'étude technico-économique du site liée à la suppression des nonylphénols</p>

(substances dangereuses identifiées lors de la campagne des recherches effectuée dans les années 2010). L'exploitant n'a pas transmis cette étude à l'inspection.

Il devait aussi se positionner quant aux rejets du site par rapport aux substances visées par les articles 32 et 33 de l'AM du 2 février 1998. L'exploitant n'a pas avancé sur cette question.

Les demandes restent les mêmes que lors de la dernière inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant envoie le tableau d'analyse des composants de l'ensemble de ses produits, avec ses conclusions, afin que l'inspection puisse statuer ou non sur la clôture de son étude technico-économique.

L'exploitant doit se positionner sur les articles 32 et 33 de l'AM du 2/2/98 (liste des paramètres et flux maxi rejetés).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4

Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF

Prescription contrôlée :

L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.

Constats :

L'installation est soumise à la rubrique 2330-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. L'exploitant devait donc réaliser ses mesures de surveillance PFAS dans les 6 mois suivants la sortie de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023.

Les mesures ont été réalisées en octobre, novembre et décembre 2023.

En octobre 2023, toutes les mesures de PFAS sont inférieures aux seuils limite de quantification, sauf pour une molécule, l'acide perfluorooctanoïque linéaires (L-PFOA), détectée à 36 ng/l.

En novembre et décembre, toutes les molécules sont inférieures aux seuils limite de quantification.

Pour ce qui est des mesures AOF, les résultats sont :

- octobre : 23 ug/l

- novembre : 2.7 ug/l

- décembre : <2ug/l (limite de quantification)

<p>Les déclarations GIDAF ne correspondant pas aux mesures réalisées pour ces mois-là, et indiquent qu'aucun PFAS n'a été mesuré et que l'AOF est inférieur à la limite de quantification pour les 3 mesures.</p> <p>L'exploitant explique cela par une erreur de déclaration. Il corrige ses déclarations sur GIDAF.</p> <p>L'exploitant ne sait pas expliquer les résultats de ces mesures. Il n'a pas réalisé de nouvelle mesure depuis et n'a pas effectué de recherche de PFAS dans ces produits.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant corrige sa déclaration GIDAF. Il cherche une explication à la concentration en acide perfluorooctanoïque linéaires (L-PFOA) du mois d'octobre 2023, et aux concentrations en AOF des mois d'octobre et de novembre.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 7 : État des stocks

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49 et arrêté ministériel du 11/04/2017, article 1.4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 49 : État des matières stockées. Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation. L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.</p> <p>Article 1.4 AM du 11/04/2017 (1510) : (...)cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>« Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>« Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a</p>

minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

(...)L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. (...)

Constats :

L'exploitant suit son état des stocks grâce à un logiciel qui suit les entrées et sorties en temps réel.

Le stock détaille les unités de produits finis, de matières premières et de produits chimiques, mais il est commun aux sites NCVP à Autorisation et à Enregistrement. L'exploitant doit différencier les deux états des stocks.

Cet état des stocks est accessible à tout moment de n'importe quel endroit, cependant il ne détaille pas les produits par grande famille.

L'exploitant sait également qu'il y a sur le site 103 tonnes de produits chimiques mais n'a pas le détail des produits dangereux.

Il pense qu'il serait possible d'avoir rapidement cette information avec un autre logiciel, QUARKS SAFETY, qui permet de connaître les produits chimiques stockés par risque et par zones. Mais cette solution n'est pas opérationnelle à ce jour.

L'exploitant n'a pas de plan des stocks.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit avoir un état des stocks qui permet de connaître les quantités de produits présentent sur le site par typologie de danger (combustible, inflammable, toxic) et par zone.

Il met en place un plan des stocks pour son site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 25 mai 1999, article 1.3 et Arrêté Ministériel du 04/04/2010, article 68

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

Arrêté préfectoral du 25 mai 1999, article 1.3 :

L'autorisation est accordée aux conditions du dossier de la demande et sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté.

Article 68 :

Moyens d'intervention en cas d'accident.

Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.

L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications.

En cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations, notamment les mesures compensatoires permettant de garantir une efficacité équivalente pour la lutte contre l'incendie, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.

Constats :

Ce point vise à faire le point sur les moyens de défenses incendie du site.

Un système de sprinklage est présent sur la totalité du site. Il est vérifié tous les semestres. Le dernier rapport de vérification semestriel date du 2 septembre 2024, et la dernière vérification date du 12 mars 2025 mais l'exploitant n'avait pas encore le rapport.

Le dernier rapport fait état de 2 non conformités sans risque de mise en échec. Une de 2006 et une de 2021.

Le site dispose de 2 cuves de sprinklage de 850m³ et 35m³. Ce volume est conforme à ce qui est indiqué dans l'étude de danger de 1998. Elles sont suivies par la société UXCELLO qui réalise les contrôles semestriels, triennal, le contrôle annuel du moteur diesel, et le contrôle décennal qui consisté à visiter les cuves.

<p>Un contrôle hebdomadaire du sprinklage est réalisé par les techniciens de maintenance. Il concerne le déclenchement de la pompe. Il est suivi sur un document qui a été vu sur place.</p> <p>Le Plan ETARE du site indique la présence de 3 poteaux incendie, mais l'exploitant ne connaît pas leur débit. Il se rapproche de la communauté de commune Val du Dauphiné, qui gère les poteaux incendie, pour en connaître le débit, en demandant également le débit en simultané des poteaux incendie.</p> <p>Il justifie comment sont garantis les 260m³/h pendant 4h qui doivent être mis en œuvre par les services de secours d'après l'étude de danger du site de 1998.</p> <p>Notamment l'étude de danger de 1998 mentionnait l'existence de : 3 poteaux incendie débitant 260m³ sur 2h, un poteau incendie débitant 220m³ sur 2h, et un poteau incendie devant être construit sur le chemin des Peupliers, afin de garantir un débit total de 420m³/h en simultané.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant résout les non conformités de son système de sprinklage.</p> <p>Il se rapproche de la CC Val du Dauphiné pour connaître le débit en simultané des poteaux incendie du site.</p> <p>Il justifie comment sont garantis les 260m³/h pendant 4h indiqués dans son étude de danger.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 9 : Rétention des eaux incendies

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/05/1999, articles 1.3, 2.4.7.1 et 2.4.7.2.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Rétention des eaux incendies</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté préfectoral du 25 mai 1999, article 1.3 :</p> <p>L'autorisation est accordée aux conditions du dossier de la demande et sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté.</p> <p>Article 2.4.7.1 - Dispositions générales</p> <p>Les dispositions appropriées seront prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident de fonctionnement se produisant dans l'enceinte de l'établissement, déversement de matières qui par leurs caractéristiques et quantités émises seraient susceptibles d'entraîner des conséquences notables sur le milieu naturel récepteur. [...]</p> <p>Article 2.4.7.2 - Capacités de rétention</p> <p>Article 2.4.7.2.1 - [...] Le volume et la conception de ces capacités de rétention devront permettre de recueillir dans les meilleures conditions de sécurité, la totalité des produits contenus dans les stockages et installations de fabrication susceptibles d'être endommagés lors d'un sinistre ou concernés par un même incident, malgré les agents de protection et d'extinction utilisés.</p>

<p>Constats :</p> <p>Ce point vise à faire un bilan des moyens de rétention incendie du site.</p> <p>L'étude de danger du site qui date du mois de mai 1998 indique que le volume total d'eau d'extinction à retenir sur le site est de 1265m³ en cas d'incendie, et que le volume effectivement disponible sur le site pour la rétention est de 1430m³.</p> <p>Le site dispose d'un bassin de rétention de 600m³ qui récolte l'ensemble des eaux pluviales du site et qui sert également au stockage des eaux incendie. Ce bassin de rétention est fermé par une pompe manuelle en cas d'incendie.</p> <p>L'exploitant calcul le volume du bassin de rétention disponible pour la rétention des eaux d'extinction incendie en prenant en compte la présence d'eaux pluviales.</p> <p>Des galeries techniques sont également présentes sous le site : elles ont un volume d'environ 1000m³ d'après l'exploitant. Elles sont visitables et ont été vues en inspection. Leur utilisation pour la rétention nécessite la désactivation de la pompe de relevage électrique qui s'y trouve. L'exploitant considère qu'elle se désactive automatiquement lorsqu'on coupe le courant sur le site mais ne peut pas le garantir.</p> <p>L'exploitant vérifie que la pompe se désactive automatiquement en cas de coupure de courant et envoie le justificatif du volume des galeries techniques à l'inspection.</p> <p>En cas d'incendie, il est prévu que le réseau d'eaux industrielle du site, qui part à la STEP interne à l'établissement, se remplisse. L'exploitant assure qu'en cas de coupure de courant, la pompe de relevage qui permet aux eaux industrielles de repartir à la STEP sera également coupée.</p> <p>Le bassin de rétention sert également au site NVC au nord. Un dispositif anti-retour garantit que les eaux d'extinction incendie ne repartent pas vers ce site en cas d'incendie.</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de montrer une procédure de mise en rétention du site. Il ne réalise pas d'exercice régulier.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant calcule et justifie le volume total de rétention disponible sur le site en cas d'incendie.</p> <p>Il vérifie que la coupure des différentes pompes de relevages, nécessaires à la mise en rétention du site, est bien effective en cas d'incendie.</p> <p>Il rédige une procédure de mise sur rétention du site et réalise des exercices régulièrement.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/07/2023, article 10
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de sobriété hydrique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>ARTICLE 10 : RÈGLES PARTICULIÈRES CONCERNANT LES USAGES INDUSTRIELS COMMERCIAUX ET ARTISANAUX DONT LES INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT</p> <p>Pour cette catégorie d'usager, est considéré comme un usage économique de l'eau tout usage directement lié à l'activité exercée et indispensable aux procédés de production associés. Le présent article définit des règles particulières pour ces usages à l'exception de ceux identifiés en Annexe 1 auxquels sont associées des restrictions plus ciblées. Les objectifs de réduction s'entendent par rapport à la consommation moyenne hebdomadaire « normale » représentative qui précède le franchissement du seuil d'alerte (en fonctionnement normal) ou, si inadapté, à la consommation moyenne hebdomadaire à période de production équivalente. Les mesures de réduction progressive chiffrée des consommations d'eau selon le niveau de gravité de sécheresse atteint sont définis en</p> <p>Annexe 1 et ne s'appliquent pas dans les cas suivants :</p> <p>Cas de prélèvements déjà réduits au minimum : Sont exemptés les établissements ICPE pouvant démontrer que leurs besoins en eau utilisée pour le procédé de fabrication ont été réduits au minimum (mise en œuvre des techniques les plus économes du secteur d'activité, respect d'une valeur de consommation spécifique reconnue pour le secteur d'activité, etc.). Ces établissements ICPE veilleront toutefois à optimiser leur gestion de l'eau par des mesures adaptées, tel qu'un ordonnancement de la production. Les établissements ICPE souhaitant bénéficier d'exemption déclarent à l'inspection qu'ils relèvent de ce cadre particulier d'application et tiennent à la disposition de l'inspection des installations classées un Plan de Sobriété Hydrique (PSH) argumenté permettant de le justifier. Ce PSH sera à mettre à jour a minima tous les 5 ans. La trame type à suivre est mise à disposition par l'inspection des installations classées sur le site internet de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes. Les établissements non classés ICPE souhaitant bénéficier d'exemption déclarent au service de la DDT en charge de la sécheresse qu'ils relèvent de ce cadre particulier d'application et transmettent à ce service un plan d'économie de leur consommation en eau argumenté permettant de le justifier. Ce plan d'économie doit faire apparaître les actions effectives et celles planifiées destinées à réduire la consommation en eau de façon progressive en lien avec les différents niveaux de gestion de la sécheresse. Les conditions sont précisées en Annexe 6. Et 4.2.2 de l'AP pour le plan des réseaux</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site est exempté des restrictions de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction en période de sécheresse car les prélèvements ont baissés de 20 % depuis 2018. Cependant, cette baisse des prélèvements est principalement liée à une baisse des activités. En cas de reprise, le site ne serait donc plus exempté.</p> <p>La consommation du site en 2024 était de 130 814m³ sur l'année.</p> <p>En ce qui concerne l'arrêté cadre sécheresse du 4 juillet 2023, l'exploitant a déclaré être dans le cas d'exemption des « prélèvements réduits au minimum » et donc disposer d'un PSH.</p>

L'exploitant n'a pas mis en place d'indicateur de suivi de sa consommation en eau.

Il ne dispose pas d'un plan des prélèvements en eau à jour.

Il dispose de plusieurs compteurs qui sont relevés tous les jours : 1 en sortie du forage, 1 en sortie de la production d'eau froide brute, 1 en sortie de la production d'eau froide adoucie, 1 en sortie de la production d'eau chaude adoucie, 1 sur la « laveuse peigne remettage », 1 sur le « retour condensat », 1 sur le local conditionnement, 1 pour l'eau osmosée, 1 sur le tissage, 1 sur la machine de traitement krantz et un en sortie de STEP.

Cependant l'exploitant n'a pas identifié les postes principaux de consommation du site.

En 2021 l'ajustement de rendement de l'osmoseur a permis un gain de 2920 m³

En 2024 une étude a été réalisée pour le recyclage de l'eau de l'atelier tissage : l'investissement est estimé à 300 000€ pour mettre en place le recyclage.

Depuis 2021 différentes actions ont été mises en place et l'exploitant estime qu'elles ont permis d'économiser 10000m³ par an.

La recherche de fuite se fait grâce au relevé des compteurs, qui permet de repérer rapidement les anomalies. Cela a notamment permis de repérer une fuite sur le système de sprinklage.

Ils comparent également les prélèvements en entrée et les rejets en sortie pour voir s'il y a potentiellement des fuites. Il y a bien une différence entre l'eau prélevée et l'eau rejetée de l'ordre de 75 % mais l'exploitant l'associe à des pertes normales. Cependant il n'a pas estimé précisément qu'elles pouvaient être les pertes normales dans le process.

Tout arrêt d'usine permet de faire des contrôles de fuite grâce au relevé des compteurs.

Les actions à mettre en place en cas de sécheresse sont :

- vigilance : sensibilisation,
- alerte : interdire la vidange du sprinkler et les essais RIA,
- alerte renforcée : abaissement du seuil d'hygrométrie, réduction de la production.

Seul le recyclage a été envisagé comme piste d'amélioration à l'avenir.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

En l'état actuel, le PSH du site est insuffisant pour prétendre à une exemption des mesures de restrictions en cas de sécheresse.

L'exploitant doit compléter son PSH.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois